

Programme :

Comment les agents économiques se financent-ils ?

- Comprendre que le financement consiste à couvrir des besoins de financement par des capacités de financement.
- Comprendre que le taux d'intérêt – à la fois la rémunération du prêteur et le coût du crédit pour l'emprunteur – est le prix sur le marché des fonds prêtables.
- Savoir que le revenu disponible des ménages se répartit entre consommation et épargne et qu'ils peuvent dégager des besoins ou des capacités de financement.
- Savoir ce qu'est l'excédent brut d'exploitation et comprendre que les entreprises se financent par autofinancement et financement externe (emprunts bancaires et recours au marché financier, en particulier actions et obligations).
- Savoir que le solde budgétaire résulte de la différence entre les recettes (fiscales et non fiscales) et les dépenses de l'État ; comprendre que le déficit budgétaire est financé par l'emprunt et savoir qu'une politique de dépenses publiques peut avoir des effets contradictoires sur l'activité (relance de la demande / effet d'éviction).

Plan :

I] Qu'est-ce que le financement de l'économie ?	2
A. Les agents en capacité de financement « couvrent » les agents en besoin de financement	2
B. Quel est le rôle du taux d'intérêt dans le financement de l'économie ?	3
II] Comment les ménages arbitrent-ils entre consommation et épargne ?	4
III] Comment se financent les entreprises ?	5
IV] Comment se finance l'État ?	7
A. Qu'est-ce qu'un solde budgétaire ?	7
B. Comment un solde budgétaire déficitaire est-il financé ?	8
C. Quels sont les effets contradictoires d'une politique de dépenses publiques (généralement avec déficit budgétaire) sur l'activité ?	9

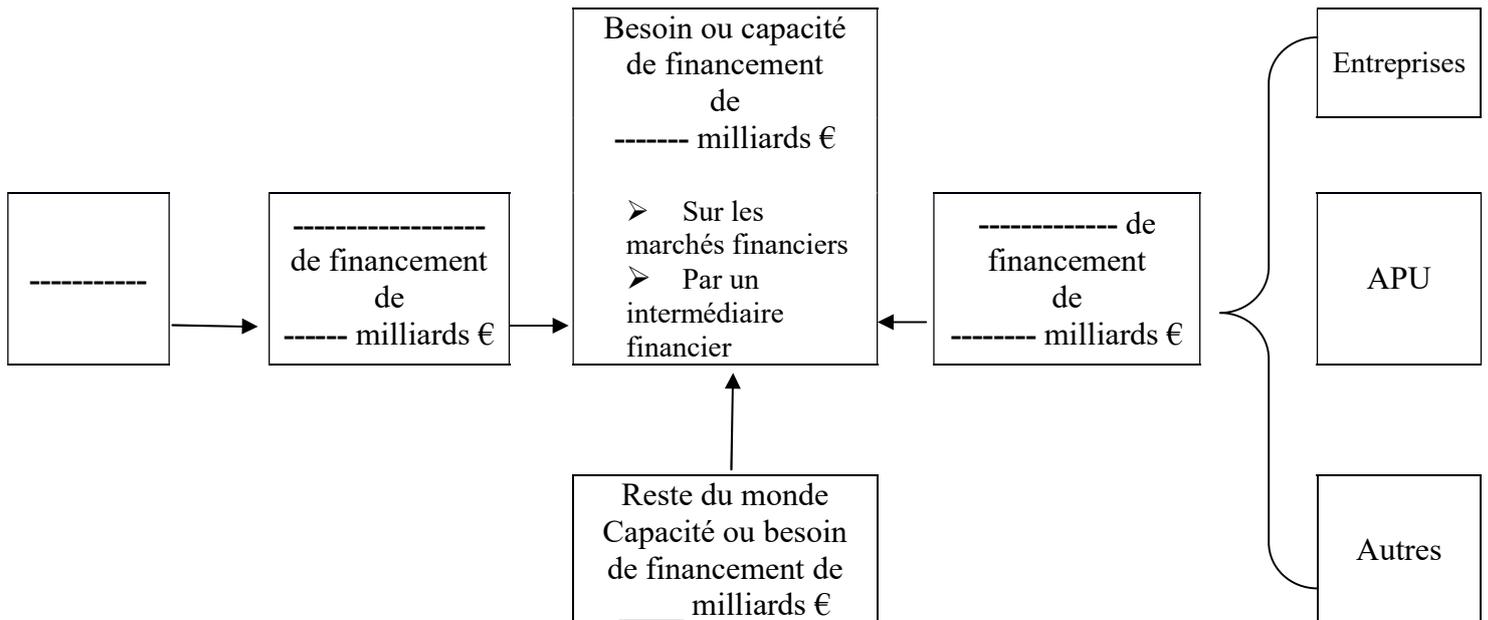
II Qu'est-ce que le financement de l'économie ?

A. Les agents en capacité de financement « couvrent » les agents en besoin de financement

MANUEL p 84 doc 1 Q1 à 3 (pour la Q3, bien lire une « administration » et non une « nation »)

MANUEL p 85 doc 2 Q1 + complétez le schéma ci-dessous

La situation en France en 2017



Récapitulatif :

- Le financement de l'économie consiste à couvrir des besoins de financement (agents dont les dépenses sont ----- aux revenus) par des capacités de financement (agents dont les revenus sont ----- aux dépenses). Le financement de l'activité économique concerne donc l'ensemble des agents de l'économie, les -----, les entreprises (sociétés non ----- et -----), les ----- publiques, les autres (dont les ISBLSM) et le reste du monde.

- En France généralement, les entreprises présentent ----- de financement du fait de l'importance des investissements réalisés, ainsi que les ----- publiques du fait des dépenses publiques fortes. En revanche, les ménages dégagent globalement des ----- de financement.

Collectivement la Nation présente ----- de financement financé par le reste du monde.

B. Quel est le rôle du taux d'intérêt dans le financement de l'économie ?

DOC. 2 Le taux d'intérêt : un coût pour l'emprunteur, un revenu pour le prêteur

Pour [un agent économique], prêter ses disponibilités lui permet d'obtenir un intérêt. En fait, l'existence de cet intérêt peut même l'inciter à épargner davantage, pour consommer plus dans le futur, lors du remboursement de son prêt. L'emprunteur quant à lui [peut] réaliser un projet productif à l'aide des fonds qu'il emprunte [...] et accepter de payer en intérêts une partie de ces profits supplémentaires [...]. En l'absence de système financier, ces deux agents ne pourraient pas réaliser une transaction mutuellement avantageuse, ce qui empêcherait l'un de recevoir des intérêts, l'autre de réaliser un investissement rentable. L'existence du système financier est également bénéfique pour des emprunteurs qui ne réalisent pas d'investissement productif. Par exemple, nombre d'acheteurs de logement ne disposent pas de l'épargne nécessaire pour réaliser un

tel achat sans s'endetter. Plutôt que d'épargner pendant des années avant d'acheter un logement, ils souhaitent s'endetter pour pouvoir acheter leur logement dès le moment où ils en ont besoin.

Frederic Mishkin, *Monnaie, banque et marchés financiers*, Pearson, 10^e éd., traduction-adaptation de C. Bordes, D. Lacoue-Labarthe, N. Leboisne et J.-C. Poutineau, avec P.-C. Hautcoeur et X. Ragot, 2013.

5 Expliquer. Que signifie la phrase soulignée ?

6 Comprendre. Pourquoi les agents à BDF acceptent-ils de payer un taux d'intérêt pour utiliser l'épargne des agents à CAF ? Pourquoi les agents à CAF acceptent-ils de prêter aux agents qui en ont besoin ?

Source : Manuel Magnard, édition 2019

Le taux d'intérêt est le prix sur le marché des fonds prêtables

Imaginons un marché qui serait celui des « fonds prêtables ». D'un côté, il y a des offreurs de fonds prêtables. Ce sont les agents en capacité de financement, qui ont une épargne à prêter contre une promesse de taux d'intérêt. De l'autre côté, il y a des demandeurs de fonds prêtables : les agents en besoin de financement, qui ne peuvent pas financer toutes leurs dépenses de consommation ou d'investissement avec leurs ressources propres.



- 1** Comment évolue l'offre de fonds prêtables quand le taux d'intérêt augmente ? Pourquoi ?
- 2** Comment évolue la demande de fonds prêtables quand le taux d'intérêt augmente ? Pourquoi ?
- 3** Représentez par deux droites l'offre et la demande de fonds prêtables sur un axe comme celui ci-dessus, et le taux d'intérêt d'équilibre, qui égalise offre et demande.
- 4** Une crise économique se profile. Les offreurs de fonds prêtables craignent que les promesses de remboursement ne soient pas tenues et prêtent à des taux d'intérêt plus élevés. Représentez le déplacement de la courbe d'offre de fonds prêtables et l'effet sur le taux d'intérêt.

Source : Manuel Hachette éducation, édition 2019

DOC. 4 Taux d'intérêt nominal et réel

Le taux d'intérêt nominal est un pourcentage sur une somme prêtée ou empruntée. Il permet le calcul des intérêts que l'emprunteur doit verser au prêteur. Par exemple, un taux d'intérêt nominal de 4 % par an pour un prêt de 100 remboursable au bout d'un an signifie que le prêteur recevra 104. Si les prix n'augmentent pas, le pouvoir d'achat des 100 euros prêtés augmente de 4 %. Si les prix augmentent de 2 %, le prêteur reçoit toujours 104 mais son pouvoir d'achat est de 102 (+ 2 %). Le pouvoir d'achat du taux d'intérêt est le taux d'intérêt réel, égal au taux d'intérêt nominal moins le taux d'inflation¹. Il peut être négatif si le taux d'inflation excède le taux d'intérêt nominal.

Mais, au moment du prêt, le taux d'inflation futur n'est pas connu. Les économistes tiennent compte des anticipations sur l'évolution des prix et le taux d'intérêt réel est égal au taux d'intérêt nominal moins le taux d'inflation anticipé.

Magnard, 2019.

1. L'inflation désigne l'augmentation générale des prix.

11 Comprendre. Pourquoi vaut-il mieux tenir compte du taux d'intérêt réel que du taux d'intérêt nominal pour faire le choix d'un prêt ou d'un emprunt ?

12 Comprendre. Connait-on le taux d'intérêt réel lorsqu'on s'engage pour un emprunt ou un placement ? Dès lors, comment peut-on l'estimer ?

13 Calculer. Une entreprise emprunte 10 000 euros pour un an à un taux d'intérêt nominal de 8 %. Si durant cette année la hausse générale des prix est de 3 %, quel sera le taux d'intérêt réel ? Quelle somme devra-t-elle alors rembourser en valeur réelle ? Quelle somme aurait-elle dû rembourser si les prix n'avaient pas augmenté ? Que pouvez-vous en conclure ?

14 Analyser. Dans quel cas le taux d'intérêt réel est-il négatif ?

Source : Manuel Magnard, édition 2019

Récapitulatif :

- Les agents en besoin de financement et les agents en capacité de financement vont se « retrouver » sur le marché des fonds prêtables. Sur ce marché, les agents en besoin de financement constituent ----- de fonds prêtables alors que les agents en capacité de financement constituent ----- de fonds prêtables. La rencontre entre l'offre et la demande sur le marché des fonds prêtables va donner lieu à un équilibre notamment à un prix d'équilibre appelé le -----.

Le taux d'intérêt se définit alors comme le ----- sur le marché des fonds prêtables et correspond aussi bien à la ----- du prêteur (agent en ----- de financement) qu'au ----- du crédit pour l'emprunteur (agent en ----- de financement).

- Le marché des fonds prêtables est un marché comme les autres, si bien que la moindre variation du nombre d'offreurs de fonds ou de demandeurs de fonds va générer un changement au niveau du ----- d'équilibre (le -----).

- En science économique, il est courant de distinguer le taux d'intérêt nominal du taux d'intérêt réel. Le premier est celui annoncé par le marché (taux d'intérêt « pratiqué » ou « annoncé »). En revanche le taux d'intérêt réel est celui qui tient compte de ----- (hausse du niveau général des prix à la consommation). Pour le connaître, il est nécessaire d'effectuer un calcul qui permet justement d'intégrer ----- dans le raisonnement :

$$\text{Taux d'intérêt réel} = \text{taux d'intérêt nominal} - \text{taux -----}$$

Ainsi par exemple, en cas de forte inflation, il est intéressant ----- (car le ----- réel est faible) mais peu intéressant ----- (car la rémunération est ----- aussi !).

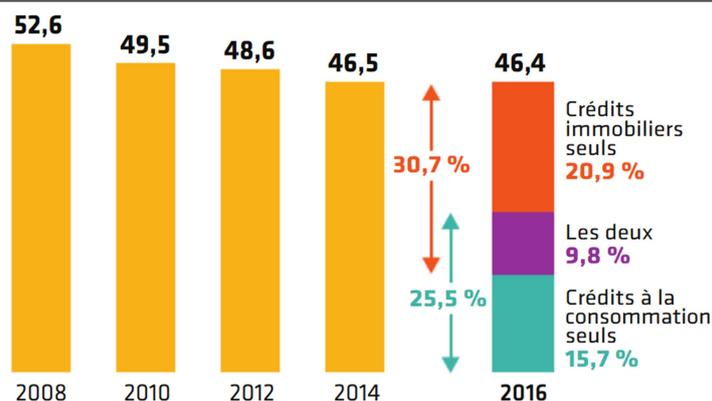
III] Comment les ménages arbitrent-ils entre consommation et épargne ?

MANUEL p 86 doc 1 Q1+ « A votre tour » + Q3 + A partir des exos du IA de ce chapitre, les ménages français sont-ils généralement en capacité ou en besoin de financement ?

MANUEL p 87 doc 2 : Donnez la définition de l'épargne + Complétez le texte suivant :

Selon l'Insee, en France, les ménages utilisent en moyenne ----- de leur revenu disponible en consommation (achat de biens et de services permettant de satisfaire un besoin) ; Il est toutefois à noter que le seul achat de biens qui ne soit pas compté comme de la consommation est l'achat de biens ----- (maison, terrain...) qui est considéré en économie comme de -----.
En moyenne, les ménages français épargnent donc 15% de leur revenu disponible. Comment est répartie cette épargne ? La majorité de l'épargne des Français a pour motif ----- puisque -----% de l'épargne est réalisée sous forme ----- en logement alors que -----% de l'épargne des ménages est sous forme d'épargne ----- et monétaire (comme les assurances vie, l'achat de titres boursiers, les liquidités sur les compte de dépôt...).

Taux de détention de crédits¹ des ménages en France (en %)



1. Nombre de ménages détenant un crédit / nombre total de ménages. Les crédits sont principalement des crédits bancaires et d'organismes de crédit.

Source : L'observatoire des crédits aux ménages.

Source : Manuel Magnard, édition 2019

1) Faites une phrase permettant de donner du sens aux chiffres [46,4 et 20,9] de 2016.

2) Les ménages peuvent-ils, à votre avis, épargner et avoir recours à l'emprunt en même temps ? (Justifiez votre réponse).

Récapitulatif :

Le revenu disponible des ménages est le revenu qui sert à la fois à la ----- et à ----- . Il se calcule par la formule suivante :

$$\text{Revenu dispo} = \text{Revenus} \text{ ----- } + \text{ ----- } \text{ sociales} - \text{ ----- } \text{ sociales} - \text{ impôts directs}$$

En moyenne, les ménages français consacrent -----% de leur revenu disponible à l'épargne (à savoir la partie non ----- du revenu) soit pour parer les imprévus de la vie (épargne de -----) , soit pour des consommations différées (épargne de -----), soit pour valoriser leur patrimoine.

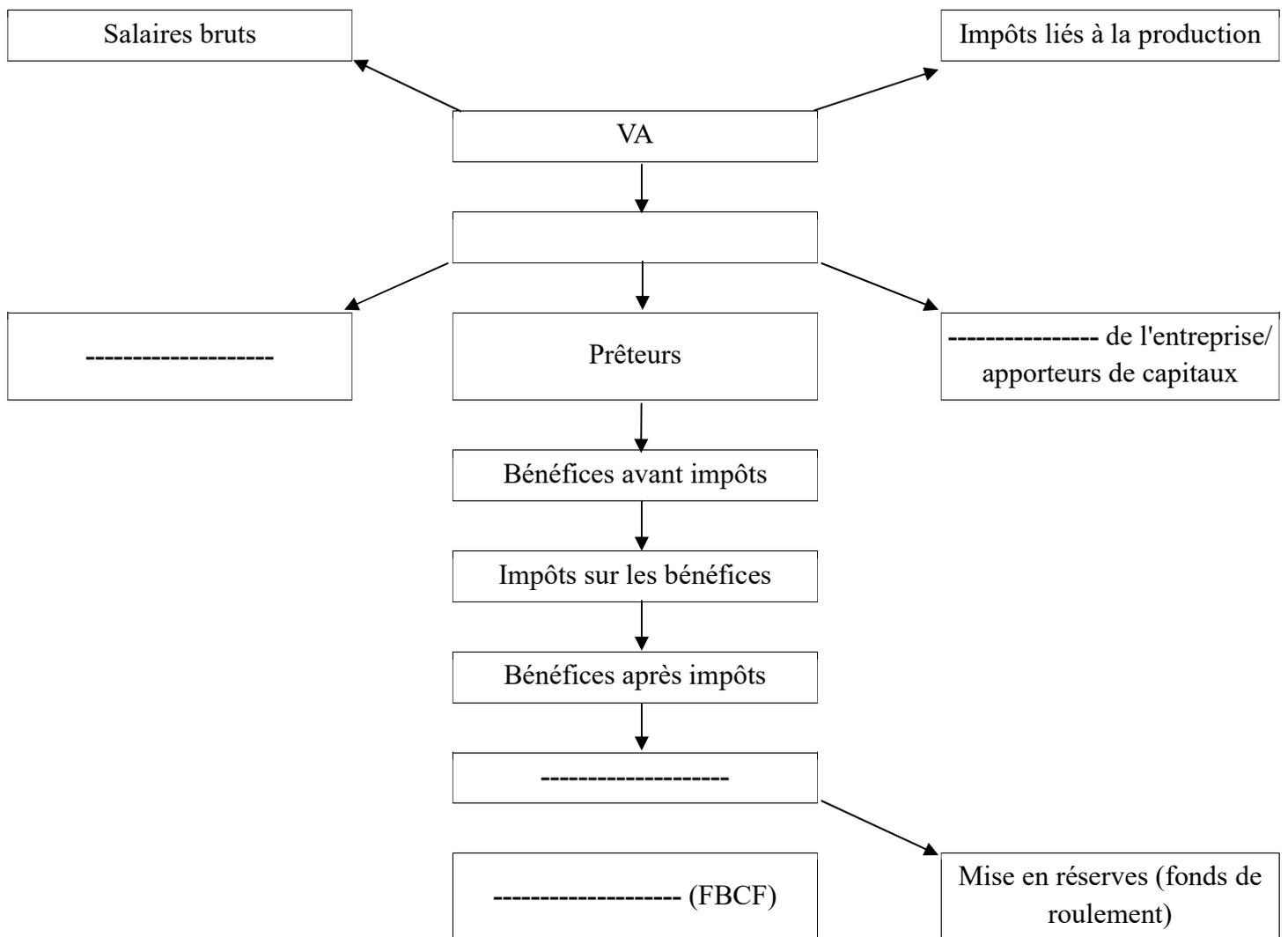
Globalement les ménages sont des agents économiques en ----- de financement (à hauteur de 61 milliards €). Toutefois, lorsque la consommation est supérieure au revenu disponible, les ménages ont alors recours à ----- . Ainsi, en France, on remarque que -----% des ménages ont un crédit en cours en 2016 surtout pour le seul motif de l'achat de ----- (-----). Il est possible qu'un même ménage ait recours à ----- pour de l'immobilier (période de 20 ans en général) par exemple et détienne un épargne notamment l'épargne de -----!

III] Comment se financent les entreprises ?

MANUEL p 88 « Réagir » + Vidéo Dessine moi l'éco (<http://dessinemoileco.com/combien-une-entreprise-gagne-t-elle-reellement/>) : Répondez aux 2 questions posées et complétez le schéma ci-dessous + Les sociétés non financières ont, en France en 2017, une épargne de 268,4 milliards € mais ont aussi dans la même année, un besoin de financement de 8,3 milliards € : D'où vient cet écart ?

MANUEL p 88 doc 1 Q1 à 3

MANUEL p 89 doc 3 Q1 à 3



Récapitulatif :

- La VA correspond à la ----- effectivement créée par l'entreprise. Elle se calcule par la différence entre le ----- et les -----.

Cette ----- créée doit alors être répartie entre tous les agents ayant permis de l'obtenir.

Ainsi la VA est répartie entre les ----- (salaires bruts), les ----- (impôts liés à la production) et ----- (Excédent brut d'exploitation). L'EBE va elle-même servir à rémunérer le capital (notamment tous les agents qui ont permis à l'entreprise de s'en procurer). La part de l'EBE dans la VA se nomme taux de -----.

L'EBE permettra alors de rétribuer les prêteurs (----- notamment), les propriétaires de l'entreprise (apporteurs de capitaux) et les APU. Le « reste » sera appelé bénéfices non distribués et correspond alors à l'épargne brute. Celle-ci pourra soit être investie (----- correspond à l'achat de biens de production pouvant servir plus d'un an lors du processus de production) ou placée (achat de ----- financiers par exemple).

- Les sociétés non financières peuvent donc, en cas d'épargne, ----- à savoir que le financement de la FBCF (-----) se fait par fonds propres. En France en 2015, le taux d'autofinancement était de -----% [c'est-à-dire que -----% du montant investi provenait de l'épargne brute des entreprises].

Toutefois, certaines entreprises préfèrent conserver cette épargne pour des placements financiers et d'autres ne disposent pas de financement interne suffisant ; Dans ce cas, ces sociétés non financières vont être en ----- de financement et vont alors avoir recours à un financement ----- (dans -----% des cas) :

- Le financement ----- indirect par recours à un intermédiaire comme pour -----
----- . C'est d'ailleurs la seule possibilité de financement ----- offerte aux
entreprises de petite -----.
- Le financement ----- direct par recours à l'émission ou la vente de -----
financiers (obligations, actions...) sur les marchés financiers. Ces titres sont alors achetés par des agents
en ----- de financement.

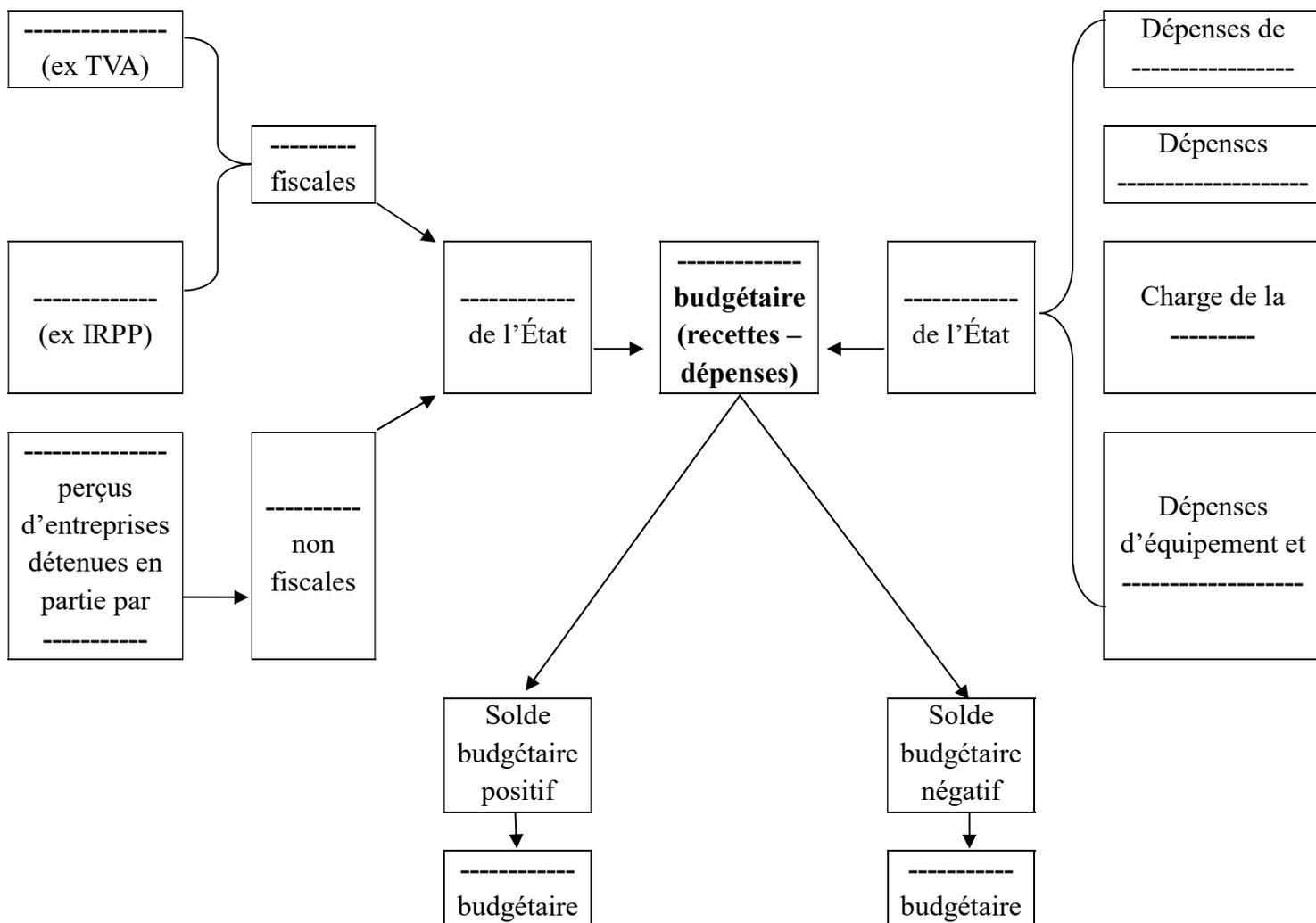
En France en 2017, les sociétés non financières étaient globalement des agents en ----- de
financement à hauteur de ----- milliards €.

*NB : si besoin de davantage d'explications sur le financement externe par émissions d'actions ou d'obligations
il faut alors se référer au MANUEL p 91.*

IV] Comment se finance l'État ?

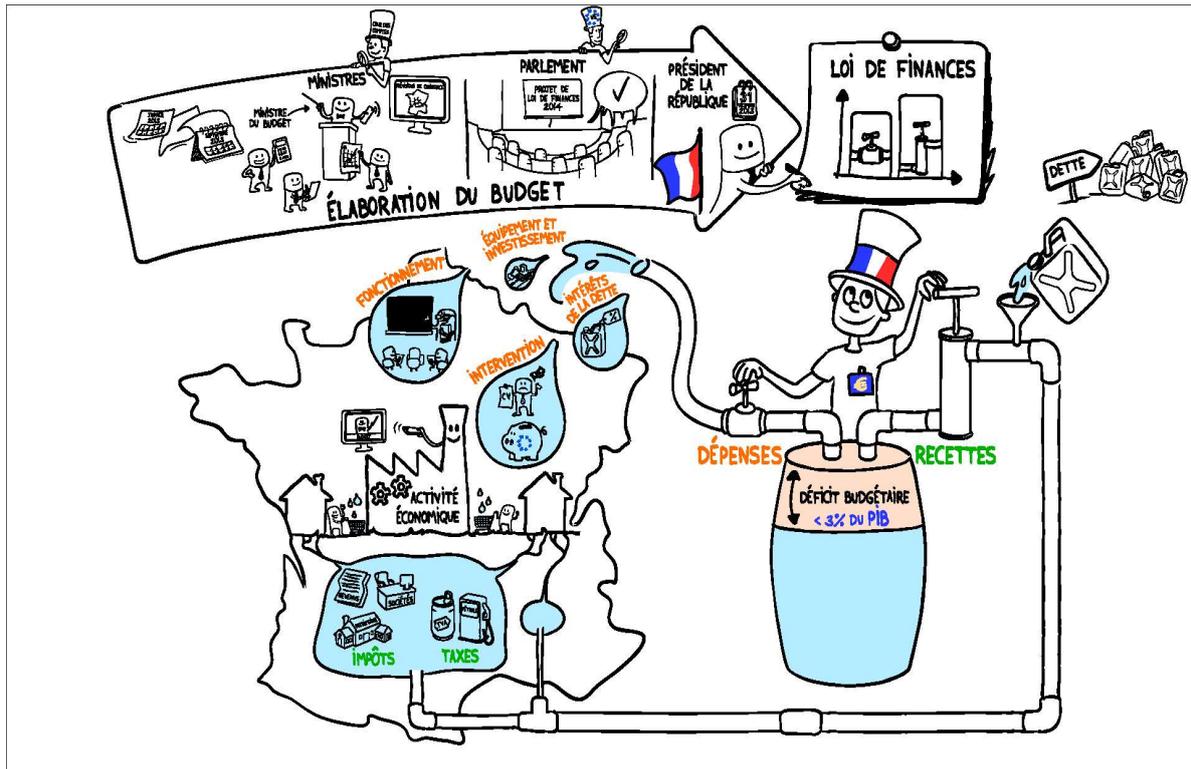
A. Qu'est-ce qu'un solde budgétaire ?

Voir la vidéo (<http://dessinemoileco.com/lelaboration-du-budget-de-lEtat/>) + MANUEL p 92 doc 1 : à l'aide de
ces deux documents, complétez le schéma ci-dessous
MANUEL p 93 doc 2 Q1 et 2

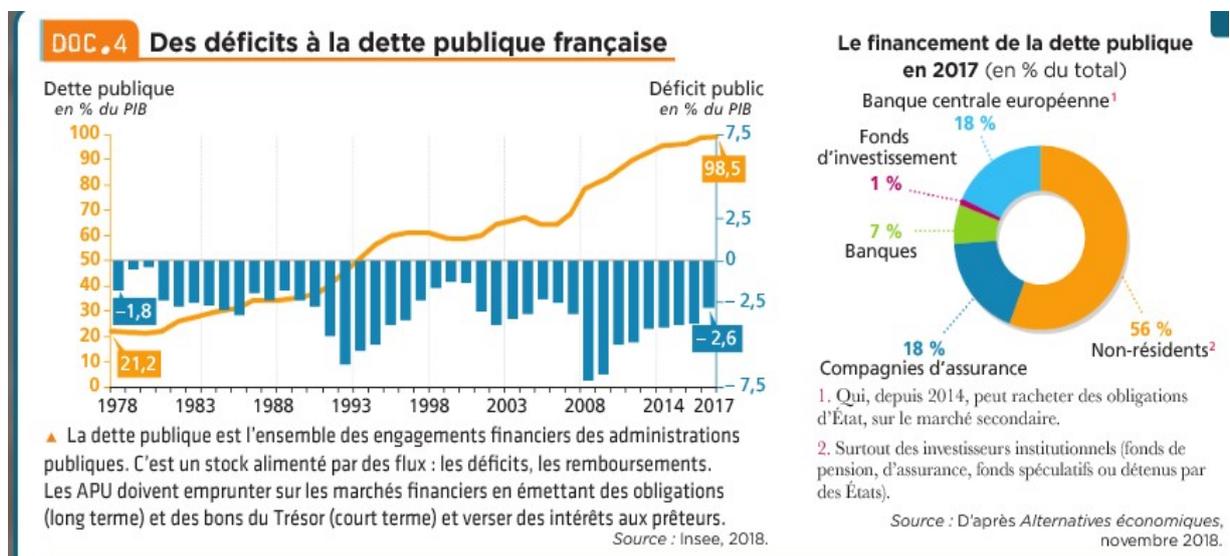


Récapitulatif :

- Le solde budgétaire correspond à la différence entre les ----- (fiscales et non fiscales) et les ----- de l'État sur une année. Lorsque ce solde budgétaire est négatif, on parle de ----- budgétaire.
- En France, le solde budgétaire est ----- depuis le milieu des années 1970 pour atteindre en 2019 un ----- budgétaire de ----- milliards €. Ainsi l'État français est en ----- de financement important...
- Le déficit budgétaire se différencie du déficit -----, car il n'englobe pas le solde des recettes et des dépenses des autres administrations publiques (collectivités territoriales et organismes de Sécurité sociale notamment). En revanche, le déficit ----- s'explique quasiment uniquement par le déficit -----.



B. Comment un solde budgétaire déficitaire est-il financé ?



Source : Manuel Magnard, édition 2019-08-01

Questions :

1. A l'aide de vos connaissances et du document, quelle relation pouvez-vous mettre en évidence entre déficit budgétaire, déficit public et dette publique ?
2. Commentez l'évolution de la dette publique de 1978 et 2017 en utilisant les données du document.
3. Comment le déficit public est-il financé ? Justifiez votre réponse.

Récapitulatif :

- Le déficit ----- (dépenses de l'État central sont ----- aux recettes de celui-ci sur une année) génère un déficit ----- (de l'ensemble des administrations publiques). En effet le déficit budgétaire de la France en 2017 s'élève à ----- milliards € alors que le déficit public est de ----- milliards €. Or un déficit est assimilable à un « découvert » sur une année à savoir que l'État est obligé de s'endetter pour financer son déficit. Le déficit budgétaire se traduit par des emprunts nouveaux que l'État doit contracter au cours de l'année. Ainsi l'État doit ----- pour se procurer les liquidités nécessaires ce qui accroît automatiquement la dette publique (la dette correspond à l'accumulation d'endettements successifs non remboursés...). Ce mécanisme se nomme « l'effet ----- de neige ».

- L'État français est structurellement en déficit depuis les années 1970 ce qui entraîne une très forte ----- de la dette publique qui passe de -----% du PIB en 1978 à -----% du PIB en 2017ⁱ (hausse de la dette publique de 77,3 -----).

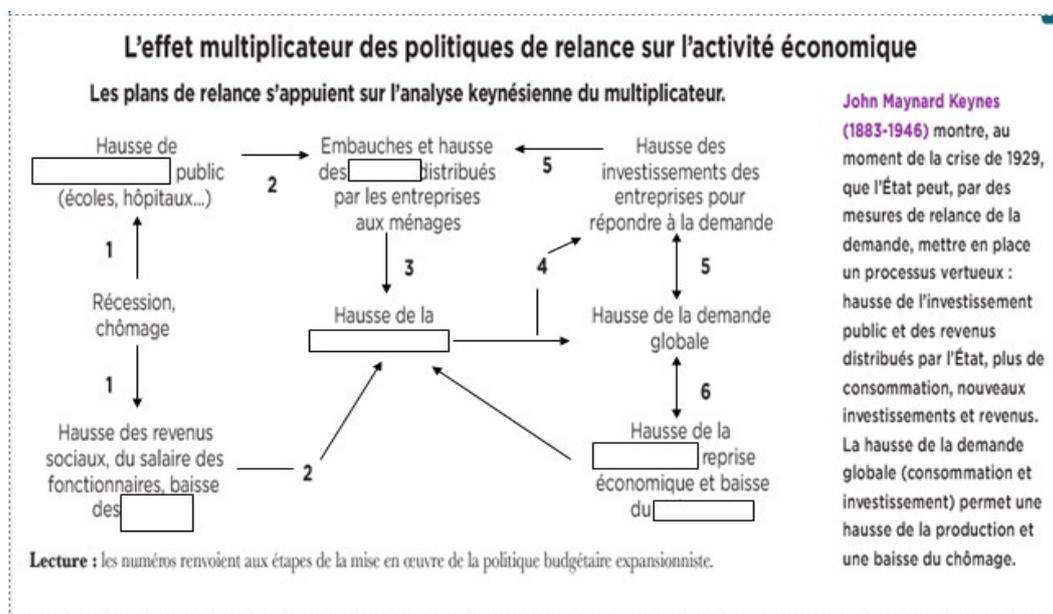
- À la différence des entreprises ou des ménages, les administrations publiques ne financent pas leur dette principalement en faisant appel à du ----- [moins de 20% du financement de la dette] mais en émettant des ----- (surtout des obligations) sur les marchés ----- . Ainsi le financement de la dette publique est davantage un financement externe ----- dont les titres sont majoritairement détenus par des agents non résidents.

C. Quels sont les effets contradictoires d'une politique de dépenses publiques (généralement avec déficit budgétaire) sur l'activité ?

MANUEL p 97 doc 3 + vidéo (<http://dessinemoileco.com/austerite-ou-relance-comment-choisir/>)

Qu'est-ce qu'une politique de relance ? Quels en sont les moyens d'une politique de relance ? Quels en sont les effets attendus ? Complétez le schéma ci-dessous

MANUEL p 94 doc 1 Q1 + « A votre tour » (cadre bleu)



Récapitulatif :

- Une politique de relance budgétaire est une politique qui utilise le budget de l'État (hausse des ----- publiques et/ ou baisse des ----- publiques) dans le but de relancer l'économie à savoir une croissance économique (hausse du -----) s'accompagnant d'une baisse du ----- . Elle s'accompagne donc d'un ----- public puisque les dépenses publiques ----- et les recettes publiques -----.

- Les effets d'une politique budgétaire de relance sont contrastés voire contradictoires :

- Pour J.M. Keynes, la politique budgétaire de relance génère des effets ----- sur l'économie du pays concerné. Selon le principe du multiplicateur, une hausse des dépenses publiques notamment via les dépenses ----- engendre une forte hausse des revenus et de la ----- des ménages. Les entreprises seront alors elles-mêmes tentées d'investir... Le volume de production s'accroît ainsi que le volume de l'emploi se traduisant par une baisse du ----- . Cette politique de relance serait alors ----- à l'économie dans une période de récession. Suite à la crise de 2008, de nombreux pays ont mis en place cette politique pour sortir de la période de marasme économique. Les États-Unis ont pratiqué une relance de 800 milliards de \$ permettant de sauver environ 3 millions d'emplois.
- Pour les libéraux, la politique budgétaire de relance comporte plus d'effets ----- que d'effets ----- . En effet, une relance s'accompagne automatiquement d'un accroissement du déficit public et donc un creusement de la ----- publique. Pour les uns, la hausse de la dette publique va entraîner chez les ménages des anticipations sur la hausse future des ----- (pour limiter le déficit public), ce qui va entraîner un repli de la ----- et hausse de ----- de précaution néfaste à la conjoncture économique. Pour les autres, la hausse de la dette publique va entraîner un « effet ----- » du fait de la ----- de l'offre de fonds prêtables sur les marchés financiers (l'État empruntant pour financer son déficit budgétaire). L'effet ----- se traduit alors par une forte ----- des taux d'intérêt pratiqués sur le marché des fonds prêtables : celle-ci renchérit le ----- de l'emprunt des entreprises et des ménages (qui ne pourront alors plus -----) voire accroît la rémunération de l'épargne désincitant la consommation...

ⁱ La dette publique en France s'élevait à environ 2315 milliards € en 2018.